

**BULLETIN COMMUNISTE  
INTERNATIONAL**

**Organe de la Fraction de la Gauche communiste internationale**

**n° 6**

**15/ 09/ 2 0 1 1**

**Pour nous contacter :**

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

## Sommaire

La crise économique, la marche à la guerre et la lutte des classes s'accélèrent.....3

### **Situation internationale**

*Prise de position de la Tendence communiste internationaliste sur l'évolution de la crise économique :*

La crise de la "dette souveraine" internationale.....6

### **Combat contre l'opportunisme**

*Résolution honteuse du 16ème Congrès du CCI (2005) contre la Gauche communiste :*

Dans le secret, le CCI actuel se trahit et trahit la classe ouvrière.....8

Le marxisme est prolétarien et révolutionnaire, l'anarchisme ne l'a jamais été.....10

### **Texte du mouvement ouvrier**

R. Luxemburg : *La socialisation de la société* (1918).....18

## La crise économique, la marche à la guerre et la lutte des classes s'accroissent

Assez d'illusion ! Le monde capitaliste ne peut échapper à la crise ; et le véritable désarroi actuel, voire la panique, de la classe dominante - gouvernements, hommes politiques de tous bords et autres experts - révèlent, aux yeux de tous, sa totale impuissance. Cette crise, aujourd'hui, frappe directement et frontalement le cœur même du capitalisme, c'est-à-dire ses grandes puissances européennes et nord-américaines. Ces dernières, cette fois-ci, ne peuvent plus reporter sur les pays et zones de la périphérie du capitalisme les effets principaux et les plus lourds de celle-ci. Cette fois-ci, elles ne peuvent, non plus, tricher et retarder les échéances en utilisant l'arme de l'endettement massif et à grande échelle en vue d'une pseudo « relance économique ». Même les fractions les plus « optimistes » de la bourgeoisie, en général celles qui sont "au pouvoir", savent que l'heure est à la récession ; de leur aveu même, la relance de l'endettement et l'utilisation généralisée de la planche à billet, aux Etats-Unis et en Europe principalement, n'ont plus, sur le plan économique, qu'un objectif : le sauve-qui-peut général. C'est ce que révèle leur agitation quand ils essayent d'éviter l'inévitable faillite de la Grèce et de la moitié des pays européens ; quand il s'agit de sauver « le triple A » des États-Unis et de la Grande-Bretagne qui sont, eux, largement plus endettés que la Grèce et autres brebis galeuses ; et quand il s'agit aussi de limiter, sinon empêcher, la pénurie de « liquidités » sur les marchés, c'est-à-dire des prêts entre banques, ce qui aurait pour conséquence immédiate une chute brutale dans une récession frisant la paralysie totale de l'économie... Quant au reste du monde, notamment les fameux "pays émergents" dont on nous rebat les oreilles, ils sont bien incapables de se substituer aux grandes puissances occidentales pour une quelconque relance économique et ils se préparent, à leur tour, à subir le contrecoup de la récession généralisée, alors même qu'ils sont tout autant endettés.

Assez d'illusion ! Malgré cette catastrophe économique et la faillite du système qu'elle révèle au niveau mondial, le capitalisme ne disparaîtra pas tout seul, naturellement si l'on peut dire. Aussi inhumain soit-il, la bourgeoisie ne renoncera jamais pacifiquement à ce barbare système d'exploitation dont elle tire ses profits et ses privilèges. La bourgeoisie ne baissera jamais les bras pour laisser se mettre en place un autre mode de production, une autre société, sans classes ni exploitation, sans profit ni argent. Sa nature de classe, ses intérêts fondamentaux et son idéologie (« *l'homme est un loup pour l'homme* ») la poussent à relancer, avec encore plus de rage et de rapacité, les rivalités impérialistes qui la traversent en tous sens, rivalités qui s'expriment par une guerre économique globale avant que de se transformer en holocauste mondial.

Aujourd'hui, cette guerre économique se cristallise dans les tensions grandissantes entre Etats capitalistes qui se manifestent, par exemple, dans les réunions internationales du type G8-G7-G20<sup>1</sup>, pour ne citer que celles-ci, qui ne

sont que des lieux d'affrontements desquels ne ressort aucune décision économique « salvatrice » - au point que chacune d'entre elles est maintenant systématiquement suivie les jours suivants d'un effondrement des bourses et/ou « d'attaques spéculatives » ; au point que les différents plans pour sauver tel pays ou tel secteur économique se succèdent sans succès. En fait, l'attitude de la bourgeoisie mondiale n'est pas tant d'essayer de « résoudre » la crise que de développer, entre ses différentes parties ou nations, une bataille sans merci. Loin de rapprocher les grandes puissances entre elles, d'atténuer leurs rivalités, la crise vient accélérer la polarisation impérialiste. Dans notre période, cette dernière s'organise essentiellement entre les États-Unis accompagnés, entre autres, d'une partie des pays anglo-saxons et les principaux pays européens autour de l'Allemagne. La bataille entre le dollar et l'euro, qui devient de plus en plus aiguë, en est un indice patent. Pour la bourgeoisie américaine, la perte de la suprématie du dollar, son abolition probable en tant que monnaie de réserve internationale représenteraient un affaiblissement considérable de sa puissance. Voilà pourquoi sa stratégie actuelle consiste à tout faire pour affaiblir et discréditer l'euro, ce qui signifie s'attaquer à ce qui représente le "précarré" de l'Allemagne. Les attaques spéculatives menées actuellement contre les dettes d'État de certains pays européens sont directement lancées par la bourgeoisie américaine, ainsi que l'a récemment dénoncé "la patronne des patrons" français, Laurence Parisot. De même, l'Allemagne, la France et l'Europe ont dénoncé les attaques politiques du FMI (qui est essentiellement sous influence américaine), insistant sur l'exposition des banques européennes - allemandes et françaises surtout - aux dettes dites « souveraines » de certains pays européens. De leur côté, les européens ne sont pas en reste et rejettent sans hésitation et ouvertement la responsabilité de la crise et de ses conséquences sur les « méchants » américains et leurs amis ; ainsi en est-il de leurs discours sur les subprimes et le laxisme de la Réserve Fédérale, sur l'idéologie « libérale » anglo-saxonne et sur le montant incroyable des dépenses militaires américaines, etc.

Dans cette bataille planétaire entre capitalistes, les autres bourgeoisies sont confinées, dans le meilleur des cas, aux « seconds rôles », confirmant ainsi que la polarisation principale se situe bien entre les deux rives de l'Atlantique. L'enjeu est donc de taille. Il n'est pas tant d'ordre économique mais fondamentalement d'ordre impérialiste. Ces tensions et rivalités économiques et financières, devant l'impasse économique globale, ne sont que des moments de l'aggravation des rivalités impérialistes et, en particulier, de

---

*convenait de persévérer dans le freinage des déficits amorcé par les plans de rigueur dans les pays riches. La réponse, selon François Baroin, ministre français des finances et président du G7, est qu'il faut faire "les deux en tenant compte des situations différentes". Aucun détail n'a été donné sur la façon de réussir ce subtil mélange de soutien et d'austérité » (Le Monde, 10/09/2011, [http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/09/10/entre-relance-et-rigueur-le-g7-echoue-a-trouver-une-ligne-claire-et-commune\\_1570336\\_3234.html#ns\\_id=1198047](http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/09/10/entre-relance-et-rigueur-le-g7-echoue-a-trouver-une-ligne-claire-et-commune_1570336_3234.html#ns_id=1198047)).*

<sup>1</sup>« En fait, le G7-Finances s'est bien posé la question de savoir s'il fallait appuyer sur l'accélérateur pour éviter une récession ou s'il

la polarisation autour de deux grands puissances capitalistes.

Il devient chaque jour de plus en plus évident, et la crise ne fait que l'éclairer encore plus, que l'Allemagne est l'un de ces deux leaders. La bourgeoisie allemande est en train d'utiliser la crise économique, via les conditions qu'elle impose à tous les pays de la "zone euro" et surtout à ceux qui sont en grandes difficultés, pour asseoir sa position dominante et dirigeante en Europe que l'euro lui avait déjà grandement favorisé.

C'est autour de l'Allemagne que les rapprochements anti-américaines tendent à s'articuler, et cela de gré ou de force. Car il ne fait aucun doute, et la crise actuelle vient non seulement le confirmer mais aussi l'accentuer et l'accélérer, que les bourgeoisies de tous les pays sont inévitablement poussées à marcher à la guerre impérialiste généralisée et donc à s'y préparer.

Assez d'illusion ! Malgré ses profondes divisions naturelles, qui s'expriment aujourd'hui de la plus sauvage et sordide des manières, c'est-à-dire l'impérialisme, la bourgeoisie internationale n'a qu'un seul terrain sur lequel elle reste et restera toujours unie, c'est quand elle a à faire face au prolétariat, en l'occurrence actuellement pour lui faire payer sa crise. D'accord et unie elle l'est dans les réunions internationales type G20-G8-G7, dans les organismes internationaux - FMI, Banque mondiale, etc. - pour décider et coordonner les plans d'austérité, c'est-à-dire les dégradations brutales des conditions de vie et de travail des classes exploitées. D'accord et unie elle l'est pour exercer la plus grande censure possible sur les luttes ouvrières les plus fortes et les plus dangereuses – tel est le cas du silence généralisé et quasi total sur la mobilisation en Grèce qui, pourtant, perdure et se développe depuis presque 3 ans. D'accord et unie-elle l'est aussi pour dénaturer et détourner les mouvements de classe, notamment dans les pays arabes, sur le terrain pourri de la "lutte pour la démocratie". D'accord et unie elle l'est toujours pour exploiter à fond les faiblesses de la classe et chercher à faire, par exemple, du « mouvement des indignés » en Espagne - qui est sensible à la mystification du combat pour une véritable démocratie « citoyenne » (sic !) - un exemple à suivre pour tous les prolétaires. D'accord et unie elle l'est enfin pour justifier la répression policière et même militaire lorsque les États n'arrivent plus à contrôler et à limiter le développement de la colère ouvrière – Grèce, Egypte, Grande-Bretagne, Espagne, etc...

Partout elle s'accorde pour utiliser et développer la mystification idéologique de la démocratie et pour renforcer l'aile gauche des appareils d'Etat avec la mise en avant de partis de gauche et autres gauchistes radicaux et avec la création de toute pièce, grâce aux « réseaux sociaux d'Internet », de structures soit-disant informelles du type *Democracia ya !* en Espagne. Car elle sait qu'il ne lui suffit pas de s'opposer de « l'extérieur » aux luttes ouvrières pour les contenir et les vaincre. Elle a besoin de relais, de forces – politiques et syndicales au premier chef – au sein même des luttes qui se présentent faussement et parlent au nom de la classe ouvrière et de ses intérêts. Et, en particulier, qui

essaient de diviser et de vider de toute volonté et perspective d'extension, de généralisation et d'unification le combat de classe contre l'État capitaliste. Ces forces s'appuient sur les faiblesses politiques de la classe ouvrière et ses illusions démocratiques. L'utilisation de la mystification démocratique pour vider les assemblées de leur fonction d'extension et d'unification des combats de la classe ouvrière est devenu un élément essentiel de l'offensive politique de la bourgeoisie contre les luttes ouvrières comme le montrent amplement l'impuissance et l'échec du mouvement des « indignés » espagnols. C'est donc de « l'intérieur » des luttes que l'offensive bourgeoise se fait la plus dangereuse et c'est à ce niveau que la confrontation des classes, en particulier dans son indispensable dimension politique, s'exprime au plus haut point.

Mais cette confrontation politique aigue ne se limite pas au seul domaine des luttes ouvrières. La bourgeoisie a aussi un besoin impérieux d'affaiblir l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire ses minorités communistes. Là encore, il lui faut intervenir de « l'intérieur » du camp communiste. Pour cela, elle s'appuie sur les faiblesses de ce dernier (son penchant au sectarisme et surtout sa division) et va jusqu'à chercher à trouver des relais en son sein. Malheureusement, elle les trouve dans les tendances conseillistes et dans l'opportunisme politique qui affectent une partie importante de ce camp. Cette offensive menée de "l'intérieur" s'est dangereusement étendue à une attaque en règle contre l'existence même des groupes organisés de la Gauche communiste<sup>1</sup>.

Tout comme la classe ouvrière ne peut faire l'économie de la confrontation politique dans ses luttes contre les forces politiques et syndicales de la bourgeoisie, les minorités communistes et surtout les groupes sérieux de la Gauche communiste ne peuvent ignorer ni faire l'économie de la confrontation résolue avec notamment l'opportunisme politique qui existe **en son sein** et qui revendique ouvertement maintenant son objectif : la destruction des groupes communistes.

C'est donc sur tous les plans que la bourgeoisie est contrainte d'attaquer massivement et frontalement l'ensemble du prolétariat international. Nous sommes

---

1. Nous publions dans ce bulletin des extraits d'une Résolution secrète adoptée par le CCI en 2005 visant à tout faire pour détruire le BIPR d'alors (aujourd'hui TCI). Depuis lors la politique liquidationniste du CCI actuel a fait des émules. Déjà en 2009, le groupe *Perspective internationaliste* avait lancé un Appel à un milieu "pro-révolutionnaire" sur la base d'un rejet identique des groupes communistes. Maintenant, les cercles ayant démissionné dernièrement de la TCI, *Istituto Damen*, et du CCI, *Controverses*, vont plus loin encore que *PI* et rejoignent la politique de liquidation du CCI actuel en décrétant la "*faillite de la Gauche communiste*" et appelant à la disparition-dissolution de ses principales organisations... TCI et CCI. Pour cette dernière organisation malheureusement, le processus est bien engagé si l'on en croit le bilan que cette organisation présente de son 19ème congrès international – nous comptons y revenir dans notre prochain numéro. Pour la TCI, nous ferons tout ce que nous pourrons pour lutter à ses côtés pour le regroupement et la constitution d'un véritable parti communiste mondial contre la "liquidation".

entrés dans une période historique de confrontations décisives entre les deux classes principales de la société. Du point de vue du prolétariat, les combats ne sont pas encore suffisamment développés pour imposer des reculs significatifs à la bourgeoisie et pour dégager clairement aux yeux des masses ouvrières la perspective de destruction du capitalisme et d'une société sans classe, sans exploitation et sans guerre. Pour autant, les contradictions de classes s'exacerbent comme jamais depuis des décennies. Et, malgré les faiblesses du prolétariat et particulièrement au niveau de sa conscience et de son avant-garde politique, la situation ne lui a jamais été aussi favorable que dans la période historique actuelle : le capitalisme lui apparaît de plus en plus clairement pour ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire un système en totale faillite, un système barbare qui mène l'humanité à sa fin si rien ne l'arrête ; et parce qu'il n'est pas défait historiquement, ni politiquement ni physiquement, parce que, dans ses principales concentrations, il exprime de plus en plus fortement son refus des sacrifices imposés par la bourgeoisie, démontrant par là sa non-soumission aux idéologies de la "démocratie"

et de la nation, le prolétariat est en train de forger les armes qui lui permettront d'abattre ce système. Il a, pour cela, dès aujourd'hui, besoin d'une avant-garde communiste forte, agissante et à la recherche de son union.

La FGCI, le 10 septembre 2011.

*"Parler de liberté et d'égalité tant que les classes ne seront pas abolies, c'est se duper soi-même ou duper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et tous ceux qu'exploite le capital ; c'est, en définitive, défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, à chaque discussion sur la liberté et l'égalité, il faudrait tout au moins se poser les questions : la liberté, mais pour quelle classe, et pour en faire quel usage ? L'égalité, de quelle classe et avec quelle classe. Et, sous quel rapport exactement ? Éviter directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment ces questions, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du capital, les intérêts des exploiters. Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, lorsqu'on garde le silence sur ces questions, sur la propriété individuelle des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoise qui, par une reconnaissance purement extérieure de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économiques des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous ceux qu'exploite le capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes."*

(Lénine)

*"La guerre arrache complètement tous les voiles dont le monde bourgeois, ce monde de fétichisme économique, politique et social, nous enveloppe constamment.*

*La guerre détruit l'apparence qui fait croire à l'évolution sociale pacifique, à l'omnipotence et à l'intangibilité de la légalité bourgeoise, à l'exclusivisme national, à la stabilité des conditions politiques, à la direction consciente de la politique par ces "hommes d'État" ou des partis, à la portée capable d'ébranler le monde des chamailleries dans les Parlements bourgeois, au parlementarisme, comme centre prétendu de l'existence sociale.*

*La guerre déchaîne, en même temps que les puissances réactionnaires du monde capitaliste, les forces génératrices de révolution sociale qui fermentent en leurs profondeurs."*

(Rosa Luxemburg, *Dans la tempête*, 1904)

## Prise de position de la Tendance Communiste Internationaliste **La crise de la "dette souveraine" internationale**

*Nous reproduisons ci-après la prise de position des camarades de la Tendance Communiste Internationaliste sur l'aggravation brutale de la crise du capitalisme. Cet article a été rédigé courant août au lendemain du retrait du « triple A » de la dette américaine par une agence de notation. Depuis lors, la crise s'est encore dramatiquement accélérée et frappe de plein fouet l'ensemble des grandes puissances impérialistes. Néanmoins, les faits advenant au moment même où nous écrivons, courant septembre, ne font que confirmer ce que nos camarades avancent dans cet article sur la signification profonde et historique de ces événements.*

*Nous reprenons donc à notre compte cette prise de position que nous partageons pour l'essentiel : le capitalisme se trouve dans « sa période de décadence historique » et « l'heure est au parti révolutionnaire mondial, au soulèvement de classe contre la crise du capital, contre les inévitables politiques de larmes et de sang, pour la création d'une société sans classe, sans capital et sans les maudites lois économiques basées sur la logique de profit ». Dans la situation historique actuelle, les divergences que nous pouvons avoir les camarades de la TCI sur l'analyse précise des causes de la crise économique du capital, sont complètement secondaires. Elles touchent au fait que les camarades tendent, au moins dans ce texte, à ne considérer que la « crise des profits » comme cause principale à l'impasse du capital alors que nous tendrions – si nous avions élaboré notre propre prise de position – à mettre **aussi** en évidence la carence croissante de marchés pour expliquer non seulement l'endettement généralisé mais aussi le fait que « une masse plus importante de capitaux [est poussée] à se retirer de la production pour aller à la recherche d'un faux espoir de valorisation au travers de la spéculation ». Ce phénomène ne fait, précisons-le, qu'aggraver encore plus la baisse du taux de profit sur laquelle insiste cet article.*

*Néanmoins, cette divergence de compréhension ne nous empêche pas de rejoindre les camarades à la fois sur les implications immédiates dont le fait que « la production réelle est confrontée à une crise du profit » et sur l'inévitable aiguïsement des rivalités impérialistes allant jusqu'à des « conflits plus globaux pour la survie de tel ou tel impérialisme, quel que soit les conséquences en terme de dévastation environnementale et de destruction folle des ressources de la planète » - sans parler évidemment des attaques massives et frontales que la bourgeoisie va encore porter contre l'ensemble du prolétariat.*

La FGCI, 14 septembre 2011.

### **La crise de la "dette souveraine" internationale**

Après la crise des “subprimes”, c’est maintenant au tour de la dette “souveraine”. Les analystes bourgeois se sont rués pour condamner la grave situation actuelle comme une folie des marchés. En réalité, la seule folie c’est tout le système capitaliste global qui se débat de manière angoissée dans ses propres contradictions insolubles. Les soit-disant marchés ne représentent qu’une douzaine ou presque de banques internationales et de centres financiers. Ils “administrent” de manière spéculative quelque chose comme 600 000 milliards de dollars par an, soit 12 fois le PIB mondial. Il s’agit d’une masse de capitaux fictifs qui parcourt chaque jour les quatre coins de la planète à la recherche d’un avantage économique immédiat dans le but de générer plus de capital à réinvestir dans d’autres activités spéculatives comme dans une spirale sans fin. L’argent en soi ne peut pas produire plus d’argent (sauf fictif il faut le noter) s’il n’est pas investi de manière productive dans le rapport capital-travail salarié. La spéculation, quelle que soit la forme qu’elle prend, ne produit pas de plus-value mais elle représente seulement un transfert de valeur qui a déjà été produite.

Ce phénomène n’est pas nouveau pour le capitalisme mais il a crû de manière exponentielle dans les dernières décennies, simplement parce que la production réelle est confrontée à une crise du profit rendant difficile que le mécanisme d’accumulation puisse opérer. Ce qui a été défini universellement comme une crise financière est en réalité une crise économique dont les origines reposent dans la difficulté croissante du capitalisme à survivre avec un taux de profit plus bas que jamais qui est de moins en moins rémunérateur pour l’investissement. La crise des profits a poussé une masse encore plus importante de capitaux à se retirer de la production pour aller à la recherche d’un faux espoir de valorisation au travers de la spéculation, déplaçant le problème du secteur productif vers le secteur spéculatif.

Celui-ci en retour — après avoir causé une série d’explosions des bulles financières — est revenu au monde de la production réelle aggravant la situation très précaire qui avait initié le mécanisme spéculatif pervers dans un premier temps. Voilà le contexte dans lequel la crise des dettes souveraines est née et s’est développée; et qui englutit, à différents niveaux d’intensité, tous les principaux Etats capitalistes.

La dette souveraine, ou plutôt la dette publique — en d’autres termes la dette que l’État contracte avec les souscripteurs nationaux et internationaux pour financer ses propres activités — est d’autant plus grande que l’État doit intervenir pour soutenir l’économie nationale. Dans les dernières décennies, à côté du financement normal des dépenses publiques, la dette souveraine a dû pourvoir aux échecs que la baisse progressive du taux de profit a provoqué sur les entreprises de la sphère privée comme publique. Quand la crise a alors éclaté dans la sphère financière, la dette publique a dû se charger du fardeau pour restaurer la santé des banques et des institutions financières directement impliquées dans la crise. Cela voulait dire une sorte de nationalisation de la finance, bien au-delà du soutien que l’État a apporté à quelques géants du privé comme ceux du secteur mécanique des fabricants automobiles.

Pour les principaux pays impérialistes, le coût des dépenses de guerre et d’armement a fait le reste. L’exemple le plus parlant dans le monde est représenté par la situation américaine. La crise de la baisse du taux de profit s’est poursuivie durant des années dans le cadre du mécanisme de la valorisation du capital. Elle a favorisé la course à la spéculation et a déterminé l’éclatement de la bulle financière qui a anéanti des milliards et des milliards de dollars, obligeant l’État à une intervention précipitée et couteuse qui

a asséché ses réserves financières et l'a amené au bord de l'effondrement. Sa dette souveraine a atteint 14500 milliards de dollars équivalents à 102% de son PIB. Selon certains analystes américains, la dette est en réalité beaucoup plus importante et serait en fait de 140% du PIB si le calcul statistique incluait le montant des "Bonds" [Les Bons du Trésor américain, ndt] détenus par les fonds d'assurance et les Etats fédéraux.

Avec de tels chiffres, les États-Unis n'auraient, par exemple, jamais pu rentrer dans les critères de Maastricht ; et s'ils avaient été dans l'Union Européenne, ils auraient fini dans une situation pire que celle de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne ou de l'Italie. Si on y ajoute le déficit fédéral, autour de 11% du PIB, et qu'on y inclut les dettes des particuliers et des entreprises, le résultat auquel nous arrivons est catastrophique. L'État du Minnesota s'est déclaré en faillite. Il n'est plus capable d'assurer les services sociaux et ne peut plus payer ses employés. Il attend du gouvernement fédéral qu'il intervienne financièrement ce qui n'est pas encore arrivé. Quelques 40 autres États sont quasiment dans la même situation. Ce qui est étonnant c'est que la reclassification des Bons américains ne s'est faite qu'aujourd'hui et non auparavant, et pourquoi seulement de la part de la Standard and Poor alors que Moody's continue à attribuer un AAA.

Par rapport à cela, la protestation du Trésor américain sur une erreur présumée de 2000 milliards dans le calcul de Standard and Poor apparaît ridicule sinon embarrassante. De plus, la faiblesse des Bons américains émis en dollars a déclenché une guerre de concurrence planétaire avec l'euro au premier chef qui met en en péril l'économie européenne déjà peu solide. La Chine — qui possède 1250 milliards de dollars dans ses réserves monétaires — crie au scandale. Elle reproche au gouvernement américain de vivre au-dessus de ses moyens et de ne pas en faire assez pour remettre les choses en ordre. Elle menace de diversifier ses réserves monétaires (ce qu'elle a déjà commencé à faire depuis quelques années) et d'appeler à la création d'une nouvelle monnaie internationale en remplacement du dollar, à condition que celle-ci se base sur un ensemble de monnaies plus dignes de confiance.

Quelles sont donc les issues pour sortir de la crise? Les mêmes que d'habitude mais avec quelques différences. En 1929, les moyens financiers existaient pour mettre en place un mécanisme de soutien à la demande. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Les moyens financiers n'existent plus; les États sont lourdement écrasés par la dette et la seule manière dont le capitalisme peut perdurer est à travers une plus grande dégradation de la force de travail. Prenons l'exemple le plus significatif, celui des États-Unis où le plus grand carnage social de l'histoire moderne est en train d'être organisé. Avec un tissu social où le véritable chômage a déjà atteint 16% (les chiffres officiels disent 9,8% mais ils sont complètement faux puisqu'ils ne prennent pas en compte les gens qui ne se présente plus aux bureaux de chômage et qu'ils n'inclut pas quiconque a travaillé à peine quelques semaines dans l'année), où 50 millions de personnes vivent dans la pauvreté absolue — et 90% d'entre eux survivent grâce aux distributions des organismes de charité — des coupes massives se font dans les dépenses publiques.

Le plan proposé, ou plutôt imposé, par Obama aux deux partis de la bourgeoisie prévoit une attaque violente contre les services sociaux et contre les allocations, une révision des rapports entre capital et travail, des réductions drastiques dans les dépenses publiques, des augmentations partielles d'impôts qui ne frapperont que les revenus tirés des salaires et non les revenus financiers ou ceux de la rente, et de profondes coupes dans tout ce qui est lié à l'intervention de l'État. Moins d'État providence et, en revanche, des impôts et des coupes qui signifient plus de chômage et une augmentation, à la fois absolue et relative, de la pauvreté. Cela signifie aussi une plus grande exploitation sur les lieux de travail accompagné d'une réduction des salaires réels, d'abord dans tous les secteurs exposés à la concurrence internationale et ensuite dans tous les autres. Avoir un travail est difficile et il n'y a aucune garantie de le garder quand on en a un.

L'âge de départ à la retraite est retardé et les coupes dans l'assurance maladie vont suivre. Ce qui est mis en avant montre bien que les plans d'Obama pour réformer le système de santé — lequel n'existe que sur le papier — sont mort-nés tandis que des coupes massives sont envisagées dans les dépenses pour les systèmes Medicare et Medicaid déjà inadaptés. Il s'agit plus ou moins des mêmes "remèdes" que ceux qui ont été imposés à la Grèce pour qu'elle reçoive les subventions de la BCE et que les autres pays européens sont obligés d'adopter afin de pouvoir survivre à la seconde vague de la crise internationale.

C'est tout ce que le capitalisme peut concéder dans sa période de décadence historique. Le paradoxe est qu'alors que le développement des forces productives pourrait facilement fournir plus de biens et de meilleurs services pour chaque être humain, dans le cadre du capitalisme cela se transforme en une crise du taux de profit qui non seulement ne permet pas de bien-être social malgré la richesse produite mais aboutit à l'éclatement de crises économiques, avec leurs conséquences dévastatrices qui retombent sur les épaules de ceux qui produisent la richesse, les prolétaires. Et cela sans parler du danger de guerres qui ne sont plus limitées à des zones stratégiques pour les matières premières, mais de conflits plus globaux pour la survie de tel ou tel impérialisme, quel que soit les conséquences en terme de dévastation environnementale et de destruction folle des ressources de la planète.

Avec une telle perspective, plus que jamais l'heure est au parti révolutionnaire mondial, au soulèvement de classe contre la crise du capital, contre les inévitables politiques de larmes et de sang, pour la création d'une société sans classe, sans capital et sans les maudites lois économiques basées sur la logique de profit. Une idée rétrograde ? Non ! C'est la seule solution face aux conséquences dévastatrices d'un système économique et social périmé qui, pour survivre à ses propres contradictions, est forcé de se nourrir en dépeçant le prolétariat international. C'est la seule issue praticable pour tout l'arc historique de la vie des rapports de production capitaliste.

FD (10 août 2011)

(Battaglia Comunista 9-2011, Tendance communiste internationaliste, traduit par nous)

## COMBAT CONTRE L'OPPORTUNISME

### Résolution honteuse du CCI contre la Gauche communiste Dans le secret, le CCI actuel se trahit et trahit la classe ouvrière

Voici ce que le CCI a voté lors de son 16<sup>ème</sup> congrès international en 2005 :

« Tous les groupes du milieu politique prolétarien, **sauf le CCI**, sont traversés par la plus dangereuse crise depuis l'après-guerre ... l'incapacité des groupes du milieu, **à part le CCI**, à être à la hauteur du défi de la nouvelle période historique » ; « Outre le BIPR, **les autres groupes du milieu prolétarien ne sont plus capables de contribuer positivement au futur parti de classe**, la priorité de notre intervention n'est plus de les aider à y contribuer... » ; « Il faut être conséquent : si on dit que les groupes du milieu politique prolétarien ont une attitude destructrice, **il faut les discréditer politiquement** » ; « Il faut que l'organisation soit la plus claire et homogène sur le but de notre politique vis-à-vis du BIPR : ce qui importe est de **discréditer le BIPR ... qu'il disparaisse** sur le plan politique. Si cette politique aboutit à sa disparition physique, **c'est tant mieux** » ; « il faut utiliser les difficultés du forum du BIPR pour le **discréditer** » ; « ...le CCI est **la seule** organisation existante capable de répondre aux besoins de l'avant-garde révolutionnaire » ; « **seul le CCI** aujourd'hui pose les fondations pour le futur parti que la classe devra faire surgir » ; « Puisque le CCI est aujourd'hui **le seul groupe** historique de la Gauche communiste capable de contribuer au futur parti mondial, le travail actuel de regroupement des forces révolutionnaires est d'abord et avant tout celui du renforcement politique, géographique et numérique du CCI » ; « ...une organisation représentant la conscience historique, la méthode marxiste et l'approche organisationnelle qu'aujourd'hui **seul le CCI** peut offrir » ; « ...si on dit que le milieu politique prolétarien a une attitude destructrice vers les nouveaux éléments, notre attitude doit être différente, **il faut les mettre hors d'état de nuire...** ».

1- C'est totalement par hasard que le petit bout de cette résolution prise par le CCI actuel nous est récemment tombé dessus, ou plutôt nous est tombé sur la tête. En effet et contrairement aux principes et méthodes que cette organisation a toujours défendus depuis sa fondation, c'est une résolution qui a, jusqu'à maintenant, sciemment été tenue secrète. Que ce soit par honte ou par "tactique opportuniste", le fait que cette résolution n'ait pas été rendue publique ne change rien au caractère haïssable de son contenu. Même si cette résolution parle d'elle-même, nous pensons nécessaire d'en souligner les principaux aspects afin "de rendre la honte plus honteuse".

2- Que nous dit cet infâme texte ?

a) que le MPP est en plein effondrement, qu'il n'a plus de raison d'être, parce tous les groupes qui le composent, **sauf le CCI** d'aujourd'hui (bien sûr !), ne sont pas "à la hauteur" de leurs responsabilités vis-à-vis de la classe ;

b) que ledit CCI, contrairement à ce qu'il a toujours affirmé et fait dans le passé, n'a plus l'intention "de les aider" ;

c) ne trouvant pas cela suffisant, et parce qu'il juge tous ces groupes "destructeurs", il se propose même de "les discréditer politiquement", de "les mettre hors d'état de nuire" ;

[Ainsi le CCI, tournant le dos à ses propres fondements politiques, décide, à la place de l'Histoire (la guerre et la révolution pouvant, seules, trancher sur la question) et selon son bon vouloir, que des organisations politiques d'avant-garde - que la classe a mis tant d'années et d'effort à créer et à développer - méritent de disparaître.] ;

d) et, dans le cadre de cette charge digne de la bourgeoisie, ce CCI en toc accorde une place particulière et privilégiée au BIPR (la TCI actuelle) ; non seulement il souhaite (et s'engage concrètement pour) "qu'il disparaisse sur le plan politique" mais le clame et s'en félicite sans vergogne : "Si cette politique aboutit à sa disparition physique, c'est tant mieux !"

e) Dans sa folle logique, le CCI ne peut être que le seul rescapé de la prétendue "déroute générale" et même la seule organisation "capable de contribuer au futur parti mondial" ; la politique de regroupement qui a

toujours été au cœur de l'existence du vrai CCI s'est lamentablement réduite au simple "renforcement politique, géographique et numérique du CCI"

Affaiblir gravement la classe révolutionnaire et la soumettre politiquement et physiquement, est forcément, surtout dans la période que nous vivons, un objectif impératif de la bourgeoisie. Dans le CCI d'aujourd'hui et dans sa politique exprimée par cette résolution, la classe dominante a trouvé "son cheval de Troie" vis-à-vis de l'avant-garde politique de la classe. Ce CCI-là s'est clairement engagé dans une politique de destruction du Camp prolétarien :

- de façon directe, en s'attaquant aux groupes qui le composent, surtout les plus sérieux, ceux de la Gauche communiste ;
- de façon indirecte, en brouillant et en déformant son image (Cf. ses nombreuses tentatives faites, ses dernières années, pour introduire des organisations anarchistes en son sein).

### 3- La "politique de regroupement" du vrai CCI

Depuis sa fondation et quelle qu'ait été la situation générale et l'état des organisations du Camp prolétarien, le CCI a toujours, sans défaillir, mis au cœur de son activité une politique de regroupement obstinée. Les multiples résolutions de Congrès, les nombreux "appels" faits aux autres groupes, sans oublier les correspondances internationales n'ont cessé de mettre en avant, de manière quasi-obsessionnelle, cette politique. En ne prenant que quelques exemples ici ou là, on est interpellé par la démarche, le contenu et l'état d'esprit de cette politique qui, à l'évidence, est totalement opposée à celle mise en avant aujourd'hui. Elle pouvait se définir en ces termes clairs :

"Il s'agit d'établir une coopération consciente entre toutes les organisations, non pas pour réaliser des regroupements hâtifs, artificiels, mais pour engendrer une volonté et une démarche qui donnent toute son importance à un travail systématique de débats, de confrontations fraternelles entre forces politiques prolétariennes." (Adresse aux groupes politiques prolétariens, Revue internationale 35, 1983).

Contrairement à ce qui prévaut actuellement, la place des "anciens" groupes y est centrale, tant pour le renforcement de leurs liens : "... vis-à-vis des "anciens" groupes, (...) la priorité doit être donnée à un resserrement des rapports avec l'autre pôle de référence historique du milieu : le courant du BIPR (poursuite et amélioration de la qualité du débat public et international, présence à leurs réunions publiques, propositions de réunions publiques communes, contacts directs aussi fréquents que possible)" (Résolution sur le Milieu Politique Prolétarien, Revue internationale 51, 1987), que pour servir de références et de tremplins pour les "nouveaux", ceux que le prolétariat fait surgir de nos jours : "Une nouvelle génération révolutionnaire ne vient pas par la voie de la génération spontanée, mais se hisse, en continuation, sur les épaules des générations révolutionnaires antérieures du prolétariat." (Correspondance internationale - Argentine -, Revue Internationale 49, 1987).

C'est bel et bien à une trahison fondamentale qu'on a affaire.

Parce qu'une telle politique ne peut mener qu'à la mort, pour le prolétariat, de l'organisation qui la prône, il est également de la responsabilité des militants sincères qui se trouvent au sein du CCI actuel – malgré les défections de ces dernières années, nous savons qu'il en reste encore - de s'élever contre elle. Militants du CCI , où vous situez-vous ? Combien de temps encore allez-vous accepter de vous asseoir, « fraternellement », à la même table que l'anarchisme et de participer en même temps à la politique de destruction des autres groupes de la Gauche communiste ?

Parce que ce sont les intérêts historiques de notre classe qui sont en jeu, il y a aussi nécessité pour toutes les organisations de mener un combat ouvert contre cette politique ; militants et organisations de cette Gauche, quels que soient vos désaccords avec les positions du CCI d'origine, quelles que soient vos considérations sur l'actuel CCI, vous ne pouvez laisser, s'instaurer une telle politique sans réagir, sans élever votre voix contre elle, sans la dénoncer énergiquement. Ce n'est qu'ainsi que vous et nous pourrons encore sauver ce qui peut l'être - ne serait-ce que quelques forces militantes - de l'organisation qui s'appelle encore "CCI" et du courant politique qu'elle incarne de moins en moins et que, pour notre part, nous continuons à représenter fièrement et à défendre.

La Fraction de la Gauche communiste internationale, août 2011.

## Le marxisme est prolétarien et révolutionnaire, l'anarchisme ne l'a jamais été

Depuis plusieurs mois (et même plusieurs années), nous dénonçons avec la plus grande fermeté un changement d'orientation fondamental de plus de la part du CCI actuel. Ce "changement" concerne son point de vue et son attitude politiques par rapport à l'anarchisme. Nous avons reçu, il y a quelques temps, concernant cette question, un courrier d'un lecteur anarchiste (auquel nous avons déjà répondu dans notre bulletin n° 1) de notre publication. Il nous reproche notamment le "dogmatisme" de notre fraction en le comparant à "l'attitude ouverte" et de "collaboration" du CCI actuel face à l'anarchisme. Il nous signale même comment ce dernier est arrivé jusqu'à la diffusion d'un tract (sur la lutte des électriciens au Mexique) signé ensemble par le CCI lui-même et deux groupes anarchistes : le *Grupo Socialista Libertario (GSL)* et le *Proyecto Anarquista Metropolitano (PAM)*.<sup>1</sup>

Comment le "marxiste" CCI d'aujourd'hui justifie-t-il cette nouvelle orientation ? Il le fait en prétendant que *"l'hétérogénéité du courant anarchiste fait que, de nos jours, la question ne peut être posée de façon aussi simple. En effet, sous le même vocable "anarchiste" nous trouvons à la fois des groupes qui ne se distinguent des trotskistes que sur la question du "parti (...) et des groupes véritablement internationalistes avec lesquels il est possible, pour les communistes, non seulement de discuter mais d'engager une activité commune sur une base internationaliste"* ("Il y a 60 ans, une conférence de révolutionnaires internationalistes", *Revue internationale* 132

C'est ainsi que le CCI a entamé une activité en commun avec divers groupes anarchistes qui, selon le CCI lui-même, à la différence d'autres groupes anarchistes, sont **"véritablement internationalistes"**.

### "Internationalistes" ces gens-là ?

Dans un article sur le "massacre en Palestine", le GSL condamne d'une part tant le gouvernement d'Israël comme celui de Palestine comme des oppresseurs et appelle à la "solidarité internationaliste des travailleurs". Cependant, voici comment il exprime sa conception sur l'État dans ce même article :

*"Il est certain que celui d'Israël est un État assassin (et nous devons condamner les crimes qu'il commet et a commis contre la population) mais tous les États du monde sont assassins, ils existent pour légaliser et maintenir au moyen de lois et au travers de la violence ouverte, l'exploitation d'une classe sur l'autre. Ainsi, la seule position claire est d'affirmer que tant qu'existent les États (tous), existeront les guerres, l'exploitation et la misère, et que faire une différence entre les États "assassins" et les "non-assassins", comme entre les États "démocratiques" et "totalitaires" est une fausse illusion réactionnaire pour les exploités du monde, pour qui l'ennemi n'est pas l'un ou l'autre État en particulier, mais tous les États".* (Grupo Socialista Libertario, 2009).

C'est-à-dire que le GSL rejette, ni plus ni moins, l'objectif immédiat fondamental de la classe ouvrière : la prise du

pouvoir, l'instauration de la dictature des conseils ouvriers. Et il le fait avec la méthode qui a toujours été utilisée par l'anarchisme et qui consiste à effacer le caractère de classe de l'État : "tous" les États sont une *"une illusion réactionnaire"* pour le GSL, qui rajoute :

*"(...) ni le vieux marxisme étatique, ni l'État-providence ou "nationalisme révolutionnaire" ne représentent l'émancipation des travailleurs sur le capital."* (GSL. La sexta declaración... 2007, traduit et souligné par nous).

Dans ce texte, outre un rejet explicite du marxisme comme quelque chose de "caduque", le GSL rattache le marxisme au stalinisme, au guevarisme, et même au zapatisme, comme s'ils étaient en continuité. Il présente "l'étatisme marxiste" (la dictature du prolétariat) comme l'égal de l'État bourgeois (l'État-providence) comme quelque chose de contraire à l'émancipation des travailleurs. Il s'agit donc d'une attaque en règle, avec tout l'arsenal de l'anarchisme pris de l'idéologie bourgeoise sur la *"mort du communisme"* - la chute du mur de Berlin - contre la révolution communiste et contre le marxisme.

L'autre groupe qui a signé le tract en collaboration avec le CCI, le Projet Anarchiste Métropolitain (PAM), est encore meilleur :

*"D'autre part, l'État en plus d'être la coercition institutionnelle de la bourgeoisie, est une structure hiérarchique et autoritaire qui, avec ses appareils légaux et fondamentaux juridiques (...), idéologiques (...), avec ses corps de défense (...), se charge de maintenir l'existence de l'ordre d'exploitation existant assurant la conservation des classes.*

*Celui-ci étant un organe de caractère bourgeois, il ne peut en aucune façon être bénéfique ou utile à la cause de la classe exploitée et opprimée (comme au contraire le prétendent les courants marxistes).*

*En soi, pour son fonctionnement, l'État engendre - inévitablement - une caste parasitaire de fonctionnaires et d'occupant de charges de caractère « administrative (bureaucratique). Dissimulée par les nécessités du « bon fonctionnement de la société », elle s'identifie à l'ensemble de celle-ci et vit sur son dos, crée des intérêts propres et s'érige comme sa direction et sa dirigeante. Ceci est confirmé de manière brute dans les États et ex-États auto-appelés socialistes où la bureaucratie occupe une position équivalente à celle de la bourgeoisie au sein du système d'exploitation capitaliste.*

*Si on prétend à l'instauration d'une société dans laquelle la division en classes soit supprimée, alors l'existence d'un État (teinté de prolétarien soit-disant appelé à organiser la société communiste) ne peut que occasionner la perpétuation de la société de classe, de dirigeants et dirigés, de dominateurs et dominés, faisant prévaloir les contradictions générées par l'exploitation économique, précipitant la faillite de l'objectif de liberté et de l'égalité, et déblayant le terrain pour la réaction ou la brutale consolidation de l'oppression d'une minorité (composée de grands manitous, membres du parti dirigeant, hauts mandataires de l'armée et de la bureaucratie...) sur la grande majorité soumise au travail productif. Sur cette question, l'histoire récente se montre plus implacable que les mots. (Proyecto Anarquista Metropolitano, Qu'est-ce que le*

1 - Grupo Socialista Libertario : <http://webgsl.wordpress.com>; Proyecto Anarquista Metropolitano : <http://proyectoanarquistametropolitano.blogspot.com> .

PAM, traduit et souligné par nous).

De même, nous avons ici une attaque en règle à partir du point de vue anarchiste contre la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat. Il y a l'injection typique de méfiance envers l'État prolétarien car celui-ci engendre "inévitablement" une nouvelle "caste" parasitaire et exploiteuse. Le PAM ne considère même pas nécessaire de s'étendre trop sur la question car selon lui "l'histoire récente se montre plus implacable que les mots". La seule chose qu'il a oublié d'ajouter est qu'il se réfère à "l'histoire" telle que la raconte la bourgeoisie. C'est-à-dire que le PAM, tout comme le GSL, ne fait qu'abreuver des eaux sales de l'idéologie bourgeoise pour attaquer l'idée de révolution communiste et le marxisme en général (en assimilant la première à un État autoritaire et le second au stalinisme). Eh bien, ces groupes qui s'appuient et reproduisent une des plus terribles campagnes idéologiques de la bourgeoisie contre le prolétariat, la campagne sur "la mort du communisme" et "la faillite du marxisme", c'est-à-dire des groupes qui contribuent à l'écrasement idéologique du prolétariat, à la confusion sur ses objectifs de classe... sont les mêmes avec lesquels le CCI actuel considère comme de "véritables internationalistes" et avec lesquels il collabore et signe des tracts !

Évidemment, la position de ces deux groupes ne nous surprend pas. Durant de nombreuses années, notre "vieux" CCI a publié des articles dans lesquels il expliquait clairement que **le resurgissement de l'anarchisme à l'époque actuelle provenait de la campagne idéologique de la bourgeoisie sur "la mort du communisme"** - campagne que, de fait, avait provoqué un recul de décennies dans la conscience et la combativité du prolétariat - consistant précisément dans l'établissement d'une continuité entre le marxisme et le stalinisme et dans la "preuve" de la faillite du marxisme et du "socialisme", campagne à laquelle l'anarchisme s'était facilement ajouté, car ses principaux thèmes idéologiques coïncidaient avec ceux de la campagne de la bourgeoisie (attaque contre l'idée de la dictature du prolétariat, du parti bolchévique, etc.)

Jusqu'à l'année 2000, le CCI était clair, sans équivoque, tranché, par rapport à la prolifération de ces groupes.

### **Le CCI n'est plus à un changement de position (et à un abandon de principe) près**

Malheureusement, nous devons constater que, sur ce plan, l'actuel Courant Communiste International a bien évolué, ou plutôt a régressé d'une position ferme et claire de dénonciation des positions essentielles de l'anarchisme comme étrangères au prolétariat (position qui se trouve dans sa plateforme de principes), de défense du marxisme et de délimitation du camp politique de la Gauche communiste vis-à-vis de l'anarchisme... jusqu'à l'attitude actuelle de "laisser passer" les divergences sous le prétexte de l'"**hétérogénéité**" des groupes anarchistes et d'avoir rencontré une certaine "**convergence**" avec certains d'entre eux. De là, la croissante collaboration et intervention avec différents groupes qui se revendiquent sans contestation aucune de positions typiques de l'anarchisme et antagoniques au marxisme. Cette dépréciation des principes est, en effet, une expression de plus de la dégénérescence opportuniste dont souffre le CCI actuel depuis quelques années.

Cette involution est clairement affichée dans la presse du

CCI. Ainsi, par exemple en 1995, le CCI dénonçait avec fermeté l'écho fait par l'anarchisme à la campagne bourgeoise sur la "mort du communisme" et il soulignait comment, avec le réformisme, l'anarchisme était une idéologie étrangère au prolétariat :

*"Jusqu'à aujourd'hui, les anarchistes de même que les libéraux présentent les critiques de Bakounine à Marx comme l'expression d'une profonde perspicacité sur la véritable nature du marxisme, comme une explication prophétique des raisons pour lesquelles les théories de Marx conduiraient inévitablement aux pratiques de Staline. (...) la « critique radicale » du marxisme par Bakounine, comme toutes les critiques ultérieures, n'est radicale qu'en apparence. La réponse que Marx et son courant apportèrent à ce pseudo-radicalisme, allait nécessairement de pair avec la lutte contre le réformisme, car les deux idéologies représentaient la pénétration, dans les rangs du prolétariat, de points de vue étrangers à la classe." (CCI. "Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle", cap. X, Revue internationale 79, 1995).*

Encore au début des années 2000, le CCI publiait dans sa presse de magnifiques articles où non seulement il approfondissait sur le rôle désastreux joué par l'anarchisme tout au long de l'histoire, mais où il défendait avec fermeté l'héritage et les principes du marxisme et de la Gauche communiste face aux tentatives de quelques groupes anarchistes de "refaire l'histoire" : "*La Gauche communiste ne fait pas partie de la tradition anarchiste*", "*le communisme de conseil n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme*" répondait fermement et avec insistance le CCI aux groupes anarchistes (tel que l'*Anarchist Federation* anglais) qui prétendaient avoir certaines affinités ou identités avec quelques positions des organisations de la Gauche communiste allemande des années 1920 :

*"Il semble étrange que les anarchistes qui se sont particulièrement unis ces dernières dix années à l'assourdissant chœur des médias qui tire un trait d'égalité entre le stalinisme, les camps de concentration et le communisme et le marxisme, trouvent maintenant des marxistes avec qui s'identifier. Mais les tentatives anarchistes de s'associer au marxisme, ou la revendication d'avoir uni le marxisme aux idées éternelles de l'anarchisme, ont été continues dans les dernières 150 années du mouvement ouvrier. Quand Bakounine déclarait être le disciple de Marx et de la Première Internationale (avant de poignarder les deux dans le dos), n'a pas été le dernier dans cette tradition ignoble" (CCI, cf World Revolution 238, Internationalisme 259 ou Révolution Internationale 300, de 2000, traduit par nos soins en français).*

Cependant, à partir de la crise organisationnelle du CCI de 2001-2002, l'attitude du Courant face à l'anarchisme a commencé à effectuer un virage à 180 degrés oubliant chaque fois plus que l'actuelle prolifération de l'anarchisme a pour base sa participation à la campagne idéologique de la bourgeoisie sur "la faillite du marxisme et du communisme", oubliant chaque fois plus que l'anarchisme représente "*la pénétration de positions de classe étrangères dans les rangs du prolétariat*" en échange d'une collaboration sans principe toujours plus étroite avec divers groupes anarchistes.

Deux "*Textes d'orientation*" de la faction opportuniste qui

dirige actuellement le CCI ont, en particulier, ouvert la porte en grand à cette collaboration. Le premier est le texte *Marxisme et éthique* (cf. *Revue internationale* 127 et 128) qui introduit dans l'organisation la notion sur les "valeurs morales humaines" existant indépendamment des époques et des classes, notion idéaliste spéculative qui se rapproche des spéculations idéalistes propres à l'anarchisme ; et ensuite, le texte sur la *Culture du débat* qui introduit la notion selon laquelle l'attitude de l'organisation envers les différents groupes politiques, y inclus les anarchistes, ne serait plus fondamentalement déterminée par les positions de classe, mais plutôt par "par les liaisons inter-groupes qu'ils sauraient établir et par l'échange de vues" (Le CCI : Il y a soixante ans, une conférence de révolutionnaires internationalistes, *Revue internationale* 132, 2008). C'est avec ce bagage que, depuis le Mexique et le Pérou jusqu'en France et en Russie, le CCI actuel s'est lancé non seulement dans la "culture du débat", mais aussi "dans le travail commun" (sic !, idem) avec divers groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes. De cette manière, **le CCI actuel devient chaque fois plus la caution des positions anarchistes face au prolétariat, non seulement idéologiquement mais pratiquement, dans les faits.**

Bien sûr, peut-être notre lecteur anarchiste a une autre opinion sur ce changement advenu dans l'actuel CCI : que celui-ci ait abandonné "l'autoritarisme" et le "dogmatisme" typiques des organisations "marxistes" (depuis Marx lui-même et, pire encore, depuis Lénine) et qu'il adopte une attitude civilisée, ouverte, anti-dogmatique, convergente, de collaboration fraternelle, vers l'anarchisme, peut lui apparaître positif. De toutes manières, il sera d'accord avec nous - et pour s'en convaincre, il suffit de se mettre un moment sur la page web du CCI et de chercher "anarchisme" - qu'il y a eu effectivement un retournement ces dernières années dans la position de "l'actuel" CCI face à l'anarchisme par rapport à la position qu'il défendait avant 2001-2002 et qu'en fin de compte, la position de notre fraction ressemble plus à celle du "vieux" CCI. Essayons donc d'expliquer d'où tout cela vient.

### **Le marxisme a toujours combattu l'anarchisme**

Nouveau scandale ! Nouvelles calomnies de la Fraction interne contre le CCI ! crierons les partisans de la "collaboration avec l'anarchisme" au sein du CCI (bien sûr s'ils n'adoptent pas de nouveau l'attitude olympienne d'ignorer notre critique face à la dégénérescence opportuniste de l'organisation) et, peut-être, répondront-ils à peu près de cette manière : "Le CCI n'appuie pas l'anarchisme en général, les anarchistes ne sont pas tous égaux, mais «hétérogène». Le CCI collabore uniquement avec les groupes avec qui il partage le principe de l'internationalisme comme l'a toujours fait le marxisme".

Rappelons d'abord au CCI d'aujourd'hui comment Marx et Engels - il y a un siècle et demi - considérait nécessaire de mener le combat contre l'anarchisme, par "l'exclusion" de l'anarchisme des rangs du mouvement ouvrier international (à l'époque, le refus de l'admission de l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste de Bakounine) :

*"La première phase de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie se caractérise par la formation de sectes. Elles ont leur raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir en tant que classe. Ça et là des penseurs font la critique de la société et de ses*

*antagonismes, et en donnent des solutions imaginaires que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, à propager et à mettre en pratique. De par leur nature, les sectes formées par ces initiateurs s'abstiennent de faire de la politique et sont étrangères à toute action pratique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La grande masse des ouvriers reste toujours indifférente, voire hostile, à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fourieristes et des Icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des Owenistes.*

*Or, ces sectes qui, à l'origine, représentaient les leviers du mouvement, lui font obstacle dès que le mouvement les dépasse. Elles deviennent alors réactionnaires, La preuve en est les sectes en France et en Angleterre, et récemment les Lassalliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir de purs et simples instruments de la police. En somme, elles représentent l'enfance du mouvement prolétarien, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.*

*En face des organisations fantaisistes et antagonistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé dans l'État. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissaient-ils que de simples sociétés « ouvrières » poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétarien et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions sociales dans leurs organes et leurs Congrès.*

*De même que, dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après, de même l'Internationale a vu renaître dans son sein des sections sectaires, quoique sous une forme peu accentuée.*

*Le fait même que l'Alliance considère comme un progrès immense la résurrection des sectes, est une preuve concluante que leur temps est dépassé. Car, tandis qu'à leur origine elles représentaient les éléments du progrès, le programme de l'Alliance - à la remorque d'un « Mahomet sans Coran » - ne représente qu'un ramassis d'idées d'outre-tombe, déguisées sous des phrases sonores, ne pouvant effrayer que des bourgeois idiots, ou servir de pièces à conviction contre les Internationaux aux procureurs bonapartistes ou autres... \**

*La conférence, où étaient représentées toutes les nuances socialistes, acclama à l'unanimité la résolution contre les sections sectaires, convaincue que cette résolution, en ramenant l'Internationale sur son véritable terrain, marquerait une nouvelle phase de sa marche. Les partisans de l'Alliance, se sentant frappés à mort par cette résolution, n'y virent qu'une victoire du Conseil Général sur l'Internationale...*

*... L'Anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine qui, des systèmes socialistes, n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci: le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes*

*une fois atteinte, le pouvoir de l'État, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose à rebours. Elle proclame l'Anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infailible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploités. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'Anarchie."* ("Les prétendues scissions dans l'Internationale" - K. Marx et F. Engels- 1872).

Comme nous le voyons, depuis Marx et Engels, le combat du communisme contre l'anarchisme se réfère non seulement "à son attitude face à la guerre impérialiste" mais aussi à l'ensemble de son programme et objectifs lesquels sont toujours considérés comme une **utopie réactionnaire déguisée d'ultra-radicalisme**, et ses méthodes d'action et "d'organisation" comme **appartenant à un sectarisme déjà dépassé historiquement**. Premièrement, l'abstentionnisme politique, c'est-à-dire le rejet des partis et de l'activité politique défendu par l'anarchisme tend à éloigner les ouvriers de la lutte politique révolutionnaire consciente et à les maintenir au niveau des luttes de résistance spontanée. En deuxième lieu, tous les principes "organisationnels" anarchistes comme le fédéralisme, l'autonomie ou l'anti-autoritarisme, tendent à provoquer la désorganisation et la dispersion des forces prolétariennes et à miner la tendance de la classe ouvrière à construire ses organisations centralisées. En troisième lieu, finalement l'objectif anarchiste de l'abolition immédiate de l'État s'oppose à la nécessité impérieuse que le prolétariat s'empare du pouvoir (et donc à ce qu'il se prépare, lutte et s'organise pour cela), conduisant ainsi les poussées révolutionnaires du prolétariat à une impasse et en donnant à la bourgeoisie la possibilité de se réorganiser et de le défaire. Comme disaient Marx et Engels, l'introduction de la doctrine et des méthodes anarchistes dans les rangs ouvriers est le moyen le plus sûr pour "éterniser" l'État capitaliste.

Nous pouvons voir ici en quoi consiste le "**véritable internationalisme**" de Marx et Engels : dans la défense intransigeante de l'Internationale comme "organisation réelle et militante de la classe ouvrière de tous les pays" qui lutte pour le renversement de tous les États capitalistes et l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière (la dictature du prolétariat), en opposition aux "créateurs de sectes", les anarchistes en premier lieu, qui tendent à la minorer. C'est-à-dire que, pour le marxisme révolutionnaire, l'internationalisme prolétarien n'a jamais été un principe abstrait, ni même une simple déclaration d'être "contre tous les États, nations et guerres impérialistes". Pour le marxisme, l'internationalisme implique un effort concret de la classe ouvrière pour s'organiser à échelle internationale, pour agir de manière unie et centralisée aussi à échelle internationale, en vue de la révolution communiste mondiale. **Ces deux expressions concrètes de l'internationalisme prolétarien - l'organisation centralisée de la classe ouvrière et la lutte pour la révolution communiste mondiale - au travers de l'instauration de la dictature prolétarienne, sont antagoniques, sont opposées aux fondements de l'anarchisme.**

L'analyse de Marx et Engels sur le caractère réactionnaire et

désorganisateur de l'anarchisme a été confirmée non seulement par l'action de sabotage de l'Alliance de Bakounine dans l'Internationale, mais aussi dans la lutte de masse du prolétariat. Un exemple significatif a été le soulèvement de 1873 en Espagne au cours duquel les anarchistes, placés à la tête du prolétariat, eurent l'opportunité de mettre en pratique leurs positions et leurs méthodes avec des résultats désastreux pour la classe. Engels, se basant sur une étude qui incluait les rapports des anarchistes eux-mêmes, leur fait une critique mordante. Pour des raisons d'espace, nous n'en présentons que les conclusions :

*"1- les bakouninistes furent forcés, dès qu'ils se trouvèrent en face d'une véritable situation révolutionnaire, de jeter par-dessus bord tout leur programme antérieur. Tout d'abord, ils ont sacrifié la théorie faisant un devoir de s'abstenir de toute activité politique, et notamment de la participation aux élections. Puis, ce fut l'anarchie, l'abolition de l'État ; au lieu d'abolir l'État, ils ont tenté plutôt de créer une multitude d'États nouveaux et petits. Ensuite ils ont laissé tomber le principe selon lequel les ouvriers ne doivent prendre part à aucune révolution qui n'ait pour but l'émancipation immédiate et complète du prolétariat, et ils prirent eux-mêmes part à un mouvement de notoriété purement bourgeois. Enfin, ils foulèrent aux pieds le principe qu'ils venaient eux-mêmes de proclamer, à savoir que l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison à l'égard de la classe ouvrière, alors qu'ils figuraient fort tranquillement dans les comités gouvernementaux des diverses villes, et cela presque partout comme une minorité impuissante, dominée et politiquement exploitée par les bourgeois.*

*2- Mais, ce reniement des principes antérieurement prêchés s'exprima sous la forme la plus lâche et la plus mensongère, et sous la pression d'une mauvaise conscience, de telle sorte que ni les bakouninistes eux-mêmes ni les masses conduites par eux, qui se joignirent au mouvement, n'avaient de programme ni ne savaient en somme ce qu'ils voulaient. Quelle en fut la conséquence naturelle ? Que les bakouninistes ou bien empêchèrent tout mouvement, comme à Barcelone, ou bien se laissèrent entraîner dans des insurrections isolées, sans plan et insensées, comme à Alcoy et à Sanlúcar de Barrameda ; ou encore que la direction de l'insurrection échut aux intransigeants bourgeois, comme dans la plupart des cas. Les clameurs ultra-révolutionnaires des bakouninistes se traduisirent donc, dès qu'il fut question d'agir, soit par une dérobade, soit par des insurrections condamnées d'avance, ou encore par la conjonction avec un parti bourgeois qui exploitait politiquement les travailleurs de la plus honteuse manière, et les traitait à coups de pieds par-dessus le marché.*

*3- Des prétendus principes de l'anarchie, de la libre fédération de groupes indépendants etc., il ne reste plus rien qu'un éparpillement démesuré et insensé des moyens de combat révolutionnaires qui permit au gouvernement de soumettre, avec une poignée de troupe, une ville après l'autre, sans presque aucune résistance.*

*4- La morale de cette histoire ne fut pas seulement que l'Internationale espagnole, bien organisée et nombreuse (la vraie comme la fausse), fut entraînée dans la chute des intransigeants et se trouve aujourd'hui pratiquement dissoute, mais encore qu'il lui a été imputé d'innombrables*

excès imaginaires, sans lesquels les philistins de tous les pays ne peuvent pas se représenter une insurrection ouvrière, et que, par conséquent, la réorganisation internationale du prolétariat espagnol a peut-être été rendue impossible pour des années.

5- En un mot, les bakouninistes nous ont donné, en Espagne, un exemple insurpassable de la façon dont on ne doit pas faire une révolution." (F. Engels, "Les bakouninistes au travail" - 1873)

Engels décrit l'action des anarchistes qui se répétera, dans ses traits généraux, à chaque fois tout au long de l'histoire. A la tête d'un mouvement de masses réel, les anarchistes se voient obligés de laisser de côté, ou de renverser en leur contraire, les principes de leur programme utopique : l'abstentionnisme politique se convertit en une intervention politique sans direction, ni objectifs précis ; l'abolition de l'État se convertit en la formation de multiples petits États ; l'anti-autoritarisme se convertit en dispersion du mouvement ; finalement, le manque d'objectifs concrets les amène à marcher derrière les forces capitalistes bien organisées, à adhérer à un quelconque parti bourgeois et à participer aux gouvernements bourgeois.

La tragédie même dont a souffert le prolétariat en Espagne en 1873, tenaillé entre les partis bourgeois et l'anarchisme, s'est répétée en 1936, mais en bien pire. A cette époque, en pleine contre-révolution stalinienne, au milieu de la défaite la plus profonde subie par le prolétariat dans son histoire, l'anarchisme - spécialement l'anarcho-syndicalisme - a connu un nouvel essor et a réussi à enrôler de larges masses dans plusieurs pays. Cela n'est pas étrange si l'on considère que l'anarchisme a pour rôle l'enrôlement du prolétariat et des paysans derrière la bourgeoisie ce qu'il recommença à faire en Espagne. Unis au chœur des bourgeois "républicains" et staliniens, ils ont beau essayé de maintenir le mythe de la "révolution espagnole", le CCI (notre "ancien" CCI) disait que les anarchistes "ont du mal à avaler le comportement de l'organisation la plus importante de l'histoire de l'anarchisme, celle qui a eu l'influence la plus déterminante sur la classe ouvrière de tout un pays, la CNT espagnole. Difficile évidemment de se réclamer de l'expérience d'une organisation qui, après des dizaines d'années de propagande pour "l'action directe", de dénonciation de toute participation au jeu politique bourgeois du parlementarisme, de discours incendiaires contre l'État, contre toute forme d'État, n'a pas trouvé mieux à faire, en 1936, que d'envoyer quatre ministres dans le gouvernement bourgeois de la République et plusieurs conseillers dans le gouvernement de la "Generalitat" de Catalogne. Des ministres qui en mai 1937, alors que les ouvriers de Barcelone se sont insurgés contre la police de ce gouvernement (une police contrôlée par les staliniens), les ont appelés à déposer les armes et à "fraterniser" avec leurs bourreaux. En d'autres termes, qui les ont poignardés dans le dos" (CCI, Anarchisme et communisme, Revue internationale 102, 2000).

Ainsi donc, le passage des organisations anarchistes dans le camp du capital n'est pas à proprement parler une "trahison" du "véritable internationalisme" prolétarien. **Il s'agit plutôt d'une trajectoire "naturelle" à laquelle sont condamnées les organisations anarchistes du fait du caractère utopique petit-bourgeois de leur propre programme et de leurs propres méthodes d'action et "d'organisation".**

## **Dans "l'ère des guerres et des révolutions", l'anarchisme a trouvé sa place : au service de la bourgeoisie**

La période de la vague de la révolution prolétarienne internationale - qui commence vraiment avec la révolution russe de 1905 et trouve son expression la plus élevée et triomphante dans celle d'Octobre 1917 - marque un virage définitif dans l'histoire de l'anarchisme : celui de sa banqueroute historique comme courant indépendant, "parallèle", luttant face au marxisme pour s'ériger comme conscience de classe du prolétariat, comme idéologie de la révolution prolétarienne.

*"La révolution russe, cette même révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement ne réhabilite pas l'anarchisme, mais encore aboutit à une liquidation historique de l'anarchisme. (...) Pourtant la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement en Russie ce ne sont pas les anarchistes qui se sont trouvés ou se trouvent à la tête du mouvement de grèves de masse, non seulement la direction politique de l'action révolutionnaire ainsi que la grève de masse sont entièrement aux mains des organisations social-démocrates, dénoncées avec acharnement par les anarchistes comme « un parti bourgeois » - ou aux mains d'organisations plus ou moins influencées par la social-démocratie ou proches d'elle (...), mais l'anarchisme est absolument inexistant dans la révolution russe comme tendance politique sérieuse. (...) Quel est le rôle propre joué par l'anarchisme dans la révolution russe ? Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires ; c'est sous la raison sociale de « l'anarcho-communisme » qu'ont été commis une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez des particuliers qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentané de la révolution, font rage. **L'anarchisme dans la révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du Lumpen-prolétariat contre-révolutionnaire** grondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme" (Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906).*

La révolution de 1917 confirme cette liquidation historique de l'anarchisme. En effet, le marxisme et l'anarchisme avaient deux objectifs, deux "propositions" différentes sur le "jour suivant" le renversement de la bourgeoisie. Le marxisme soulignait la nécessité que le prolétariat assume le pouvoir politique pour vaincre la résistance du capital (la dictature du prolétariat) ; l'anarchisme, au contraire, voulait "abolir immédiatement toute forme d'État". **La vie réelle, la lutte des classes, a donné raison au marxisme : la révolution prolétarienne a conduit à l'instauration de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à la prise violente du pouvoir par le prolétariat organisé au travers des conseils ouvriers (organisation centralisée de la classe) dirigés politiquement par le parti marxiste révolutionnaire (les bolchéviques).**

La révolution de 1917 fut donc l'antithèse de toutes les prédictions de l'anarchisme. Elle jeta à la poubelle de l'histoire tout l'arsenal anarchiste : ses fondements théorico-politiques (l'individualisme, le contrat social), ses objectifs déclarés ("l'abolition immédiate de l'État"), ses méthodes de des-organisation (le fédéralisme, l'autonomisme, l'action

terroriste individuelle). La révolution russe provoqua l'éclatement des contradictions inhérentes à l'anarchisme dénoncées par le marxisme durant des décennies (l'apolitisme, la négation de la nécessité de la prise du pouvoir politique par le prolétariat, le rejet de l'organisation de classe, etc.) conduit à ce que ce courant ne prit pratiquement aucun rôle dans la prise du pouvoir par le prolétariat (ce que les anarchistes eux-mêmes ne cessent de reconnaître dans leurs récits sur la révolution russe, non sans un arrière-goût d'amertume). Quelques anarchistes "conséquents" s'opposèrent même à la révolution et aux conseils. Le reste n'eut d'autre remède que "d'appuyer", de marcher derrière la révolution. La révolution prolétarienne dirigée par le parti bolchévique entraîna derrière elle les anarchistes et les masses qui n'étaient pas encore influencés par l'anarchisme (spécialement les paysans) ; et en Russie tout comme dans le monde entier, (jusqu'au Mexique), les anarchistes saluèrent au début la révolution russe et les bolchéviques, reconnaissant ainsi la justesse de leur action.

Or aujourd'hui, dans une série récente d'articles sur l'anarchisme et dans lesquels il développe le point de vue de l'article "Il y a soixante ans..." déjà cité, le CCI actuel expose un point de vue complètement différent. Selon lui :

*"L'éclatement de la Révolution en Russie soulève un énorme enthousiasme. Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et l'insurrection victorieuse d'Octobre 1917 entraînent les courants prolétariens de l'anarchisme à se placer explicitement dans leur sillage. L'apport le plus fructueux des anarchistes au processus révolutionnaire s'est concrétisé par leur collaboration avec les bolcheviks. Internationalement, la proximité politique et la convergence de vues des milieux anarchistes internationalistes avec le communisme et les bolcheviks se renforcent encore"* (L'anarchisme et la guerre, CCI, Révolution internationale 402).

Ainsi, au lieu d'exposer clairement que l'anarchisme a été "défait" historiquement dans la révolution russe, que les anarchistes ne participèrent pas à la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie et que, **dans la mesure où ils adhèrent au mouvement, ils le firent en abandonnant leur point de vue anarchiste et en adoptant quelques aspects du marxisme - en particulier, la reconnaissance de la nécessité de la dictature du prolétariat -**, le CCI actuel présente les choses complètement à l'envers : comme si l'anarchisme avait "impulsé" ou "apporté" quelque chose à la révolution, pratiquement comme si la révolution russe avait été le produit de la "convergence" politique entre l'anarchisme et le bolchevisme ! Cette grossière déformation de l'histoire n'est qu'une concession opportuniste de l'actuel CCI aux anarchistes, en particulier à ceux qui se revendiquent aujourd'hui des soviets (les conseils) surgis en Russie comme s'ils avaient été une expression et un produit de l'anarchisme. Quand, en réalité, les conseils ouvriers, comme organisation exécutive et centralisée, créés pour la prise du pouvoir, sont l'antithèse directe du fédéralisme, de l'autonomisme, de l'abstentionnisme politique et de "l'abolitionnisme" propres de l'anarchisme.

L'anarchisme fut historiquement liquidé à partir de la révolution de 1917 mais, paradoxalement, il n'a pas disparu. Au contraire, une fois de plus, il recommença à "naître de ses cendres". Pourquoi ? Comme cela est arrivé tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le resurgissement de l'anarchisme a eu comme point d'appui la subsistance des

conditions de classe qui l'ont vu naître, c'est-à-dire la prolétarianisation des couches petite-bourgeoises qui introduisent leur point de vue de classe individualiste dans le mouvement ouvrier et l'existence de masses paysannes et prolétariennes particulièrement jeunes ou politiquement attardées *"inclinées - comme disait Eleanor Marx - à prendre les mots pour des faits, des phrases pompeuses comme des faits, et la rage comme activité révolutionnaire"* (traduit de l'espagnol par nous). Mais, en outre, et il s'agit là de l'aspect fondamental, la vague de la révolution internationale ayant reculé, le resurgissement de l'anarchisme sera dû non à ses théories utopiques "ultra-radicales", ni à ses intrigues organisationnelles, mais principalement au fait de s'être accroché à la victoire de la contre-révolution stalinienne et, de manière plus générale, aux victoires et à la domination idéologique de la bourgeoisie sur le prolétariat, de s'être converti en "dernière roue du carrosse" de la bourgeoisie (ce qui, en fin de compte, n'est rien d'autre que l'expression de sa faillite historique).

Après la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie, les communistes marxistes comprirent clairement que le sort de la révolution prolétarienne se jouait dans sa capacité à s'étendre victorieusement vers les autres pays, particulièrement ceux du "cœur" du capitalisme d'Europe occidentale. Et ainsi, ils comprenaient - en analysant les difficultés croissantes auxquelles se heurtait la révolution et en critiquant les erreurs des bolchéviques - que, quelle que soit le résultat final de cette bataille entre les deux classes antagonistes, la révolution russe restait pour toujours comme la preuve historico-pratique de la possibilité et de la capacité du prolétariat à renverser l'État capitaliste, d'instaurer son propre pouvoir, et d'ouvrir une époque vers l'élimination définitive du capitalisme et vers la construction du communisme. La révolution russe ouvrait au prolétariat mondial une perspective pratique dans laquelle son mouvement devait s'engager, une méthode à suivre et une forme d'organisation.

*"Le sort de la Révolution russe (dépendait, écrivait Rosa Luxemburg, des) connexions internationales de cette révolution (...). En misant sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné le témoignage le plus éclatant de leur intelligence politique, de leur fidélité aux principes et de la hardiesse de leur politique. (...) Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel de l'accessoire, la substance de l'accident. Dans cette dernière période, où nous sommes à la veille des luttes décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : non pas telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine, Trotsky et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial ; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten : « J'ai osé ! »*

*C'est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international, et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le Capital et le Travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Et c'est dans ce sens que*

*l'avenir appartient partout au « bolchevisme »* (Rosa Luxemburg, La révolution russe, 1918).

Et effectivement, bien que le prolétariat fit des efforts héroïques dans quantité de pays pour étendre la révolution, la défaite du mouvement en Allemagne - où se concentrait le principal détachement prolétarien - provoqua un renversement dans le cours des événements, ouvrant un cours contre-révolutionnaire qui amena progressivement à la dégénérescence des partis communistes et de la révolution en Russie qui, au milieu des années 1920, se conclut par l'instauration du régime stalinien. Quoiqu'il en soit, à partir de ce moment, **la défense de la révolution de 1917**, comme réalisation pratique la plus élevée - jusqu'alors - de la révolution prolétarienne, comme le "modèle" à partir duquel le prolétariat devra relancer son mouvement révolutionnaire (bien sûr en dépassant ses limites ou ses erreurs), s'est pratiquement convertie en **une frontière de classe**. C'est pour cela, par exemple, que l'acceptation de *"la révolution d'Octobre comme révolution prolétarienne"* a été un des critères de participation aux conférences de la Gauche communiste de la fin des années 1970. Et, évidemment, cette défense inclut aussi la reconnaissance de la nécessité de la direction politique d'un parti mondial de l'avant-garde marxiste révolutionnaire :

*"L'organisation des révolutionnaires (dont la forme la plus avancée est le parti) est un organe nécessaire que la classe se donne pour le développement de la prise de conscience de son devenir historique et pour l'orientation politique de son combat vers ce devenir. De ce fait l'existence du parti et son activité constituent une condition indispensable pour la victoire finale du prolétariat.(...) La nature nécessairement mondiale et centralisée de la révolution prolétarienne confère au parti de la classe ouvrière ce même caractère mondial et centralisé, et les fractions ou groupes qui travaillent à sa reconstitution tendent nécessairement vers une centralisation mondiale"* (Plateforme politique du Courant Communiste International, 1976, souligné par nous).

Nous voyons ici, de nouveau, l'expression concrète de l'internationalisme prolétarien, mais dans une phase encore plus élevée du mouvement. Selon le vieux CCI et selon le marxisme en général, la nature mondiale et centralisée de la révolution confère au parti ce même caractère mondial et centralisé.

Dans ce sens, le marxisme révolutionnaire - représenté à partir de là uniquement par les groupes de la Gauche communiste qui apparurent face à la dégénérescence de l'Internationale communiste - devait inclure dans ses tâches pour extraire, garder et défendre les leçons de la vague révolutionnaire, la poursuite du combat permanent contre l'anarchisme, même si dans des conditions plus difficiles et désavantageuses, dans la mesure où dorénavant l'anarchisme allait profiter et recevrait un appui direct des monstrueuses campagnes idéologiques de la bourgeoisie en vue d'écraser, de mystifier et d'effacer de la mémoire des masses prolétariennes le marxisme, la révolution russe, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire tout ce qui avait menacé la survie du capitalisme lui-même pour une courte période, mais de manière réelle et effective.

Ainsi, avec le reflux de la vague révolutionnaire, les anarchistes oublièrent leurs "sympathies" (leur "convergence" comme dit le CCI actuel) envers le marxisme et le bolchévisme aussi rapidement qu'ils les avaient

déclarées auparavant. En particulier, au lieu d'assimiler la "clé" pour le futur du mouvement prolétarien, c'est-à-dire la compréhension de l'impossibilité pour le prolétariat au pouvoir de résister longtemps dans un seul pays et donc, pour autant, la nécessité d'étendre la révolution à l'échelle internationale, au lieu de cela, les anarchistes ressortir de leur poubelle leurs vieilleries contre "l'autoritarisme" et la "centralisation" (c'est-à-dire contre l'organisation de la classe), sur le "danger de tous les partis" (en premier lieu des partis révolutionnaires communistes), et sur le caractère néfaste de la "dictature du prolétariat" (dont l'exemple serait... la révolution russe !) qui ne serait en fait que la dictature de quelques bourgeois-jacobins-autoritaires tels Lénine et Trotsky, opposés aux conseils (lesquels seraient un prototype de l'anarchisme). Sur ce terrain, l'anarchisme n'était que l'écho de la furieuse campagne de la bourgeoisie pour déshonorer et décrédibiliser la révolution.

Finalement, durant la Seconde guerre mondiale, le courant anarchiste, la majorité de ses différents groupes, adopta une attitude "social-patriote", c'est-à-dire qu'elle participa activement à la guerre... du côté de "ses" propres bourgeoisies, ce qui n'était rien d'autre que la réaffirmation que l'anarchisme s'était intégré au camp du capital et que, dans la mesure de ses forces, il entraînait le prolétariat dans la boucherie impérialiste. C'est de là que les publications réduites et faibles de la Gauche communiste survivantes dans cette période obscure (telles *Bilan* ou *Internationalisme*), ne cessaient dans leur combat permanent, malgré toutes les difficultés, de dénoncer et aussi de se distinguer de l'activité des anarchistes de cette époque.

*"C'est à l'occasion de la discussion sur les groupes à inviter dans de prochaines conférences que nous avons pu mettre en évidence le rôle social-patriote du mouvement anarchiste, en dépit de sa phraséologie révolutionnaire creuse, dans la guerre de 1939-45, sa participation à la lutte partisane pour la libération "nationale et démocratique" en France, en Italie et actuellement encore en Espagne, suite logique de sa participation au gouvernement bourgeois "républicain et anti-fasciste" et à la guerre impérialiste en Espagne en 1936-39.*

*Notre position, selon laquelle le mouvement anarchiste - aussi bien que les trotskistes ou toute autre tendance qui a participé ou participe à la guerre impérialiste au nom de la défense d'un pays (défense de l'URSS) ou d'une forme de domination bourgeoise contre une autre (défense de la République et de la démocratie contre le fascisme) - n'avait pas de place dans une conférence de groupes révolutionnaires, fut soutenue par une majorité des participants"* (Une Conférence internationale des groupes révolutionnaires, *Internationalisme* 23, publication de la Gauche communiste de France, 1947, nous soulignons).

De nouveau, nous voyons là qu'il ne s'agit pas d'un simple "dérapage" ou d'une "trahison" de l'Internationalisme de la part de quelques éléments ou groupes anarchistes - comme le fait croire l'actuel CCI - mais d'un processus historique de passage de l'ensemble du courant, du mouvement anarchiste **dans le camp du capital**, au travers d'une série d'événements d'importance historique mondiale (comme en 1936-1939 en Espagne, comme sa participation à la Résistance dans les pays occupés par l'Allemagne, etc...) : sa participation dans un gouvernement bourgeois, sa participation à l'écrasement d'une insurrection prolétarienne et, finalement, sa participation dans l'enrôlement du

prolétariat dans la guerre impérialiste mondiale

### **Que faire aujourd'hui ?**

Précisons d'entrée que, pour nous, il est évident que les groupes de la Gauche communiste, loin d'adopter une attitude dogmatique ou sectaire, doivent être prêts au débat et à la clarification avec les éléments ou regroupements d'éléments qui proviennent de l'anarchisme et qui se tournent vers les positions marxistes, notamment vers ceux de la Gauche communiste.

Ceci étant dit, nous affirmons avec force que le devoir des communistes n'est pas de mettre de côté les principes en vue d'une alliance ou de la recherche d'une "convergence" opportuniste. Leur devoir n'est pas de "caresser dans le dos" les anarchistes en les consolant avec la fable selon laquelle les positions du marxisme révolutionnaire et celles de l'anarchisme seraient "de même nature", "semblables" ou "égales". Leur devoir est, au contraire, d'impulser le plus possible la clarification et la rupture des éléments et regroupements issus de ce courant politique avec leur propre origine anarchiste de manière à ce qu'ils fassent leur le

marxisme révolutionnaire, sa méthode, ses objectifs et ses moyens. Telle a toujours été l'attitude des marxistes révolutionnaires, en différentes circonstances historiques, quand les éléments et les groupes anarchistes ont rompu plus ou moins confusément avec leur courant "officiel" et se sont rapprochés du communisme marxiste tout comme vis-à-vis des secteurs prolétariens qui se trouvent sous la domination de l'idéologie anarchiste quelle que soit sa variante (tel l'anarcho-syndicalisme).

Notre lecteur anarchiste comprendra, donc, pourquoi notre Fraction ne peut suivre l'actuel CCI sur ce chemin. Nous nous maintiendrons, en échange, sur le terrain du marxisme révolutionnaire, en essayant de "(...) convaincre même les plus jeunes que, dans toute circonstance, l'anarchisme n'est que le synonyme de la réaction ; et que plus honnêtes soient les hommes et les femmes qui se mettent dans ce jeu réactionnaire, plus tragique et dangereux c'est pour l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière" (Eleanor Marx, 1895, traduit par nous de l'espagnol).

La FGCI (15/08/11)

*"La société bourgeoise, en se développant, développe - en même temps que ces conditions de production, c'est-à-dire que son mode d'existence économique - sa propre idéologie : ses conceptions scientifiques ainsi que ses conceptions du monde et sur le monde.*

*La science est une branche bien particulière dans la production des idées nécessaires à la vie de la société capitaliste ; c'est la continuation, l'évolution et la progression de sa propre production.*

*Le mode de production économique, de même qu'il applique pratiquement ce que la science élabore, a une grande influence sur la façon dont s'élaborent pratiquement les idées et les sciences. La division du travail capitaliste, de même qu'elle contraint à l'extrême spécialisation dans tous les domaines de la réalisation pratique de la production, contraint à l'extrême spécialisation et à l'ultime division du travail dans le domaine de la formation des idées et principalement dans le domaine des sciences.*

*Les sciences et les savants confirment, par leur présence et leurs spécialisations, la division universelle du travail capitaliste ; ils sont aussi nécessaires que les généraux d'armée et la science militaire, ou les administrateurs et directeurs.*

*(...)Seuls les socialistes scientifiques, à partir de Marx, sont capables de faire une synthèse des sciences et du développement social humain. Et même cette synthèse est nécessaire au préalable pour leur point de départ révolutionnaire. C'est ce que Marx a fait."*

*(Internationalisme 31, 1948)*

Texte du mouvement ouvrier  
**La socialisation de la société** (R. Luxemburg, 1918)

La révolution prolétarienne commencée aujourd'hui ne peut avoir d'autre but et d'autre résultat que la réalisation du socialisme. La classe ouvrière doit avant tout essayer de s'emparer de toute la puissance politique de l'Etat. Pour nous, socialistes, ce pouvoir politique n'est qu'un moyen. Le but pour lequel nous devons employer ce pouvoir, c'est la transformation fondamentale de tous les rapports sociaux.

Aujourd'hui, toutes les richesses, les plus grandes et les meilleures terres, les mines, les machines, les fabriques, appartiennent à quelques grands propriétaires et grands capitalistes. La grande masse des travailleurs ne reçoit d'eux qu'un misérable salaire pour les empêcher de mourir de faim, en échange d'un pénible travail. La société actuelle a pour but l'enrichissement d'un petit nombre d'oisifs. Cette situation doit changer entièrement. Toutes les richesses sociales, le sol et le sous-sol avec tous leurs trésors, toutes les fabriques, tous les instruments de travail doivent être enlevés aux exploiters.

Le premier devoir qui incombe à un gouvernement réellement prolétarien est de déclarer, par une série de lois, propriété de la société les principaux instruments de production, et de les mettre sous le contrôle de la société.

Alors commence réellement la véritable tâche, et la plus lourde : la construction de la société sur de toutes nouvelles fondations.

A l'heure actuelle, dans chaque entreprise, la production est uniquement dirigée par le propriétaire-capitaliste. L'entrepreneur décide seul de l'objet et du mode de la production, ainsi que du lieu et du temps de la vente des marchandises. Les travailleurs ne s'occupent en rien de ces choses, ils ne sont que de vivantes machines à qui l'on demande uniquement de fonctionner.

Dans la société socialiste, tout cela doit changer ! L'entrepreneur individuel disparaît. La production n'a plus pour but l'enrichissement personnel des individus, mais la satisfaction des besoins de chacun. Pour cela, les fabriques, les chantiers, les cultures, doivent être transformés dans un sens tout nouveau.

En premier lieu : lorsque la production aura pour but d'assurer à tous des conditions humaines de vie, une nourriture riche, des vêtements, une nourriture

intellectuelle, alors le rendement de la production devra être beaucoup plus grand que de nos jours. Les champs devront fournir une plus grande récolte, les fabriques devront avoir un développement technique suprême, les plus riches parmi les mines de charbon et de fer devront seules être exploitées. Il s'ensuit que la socialisation doit s'étendre à la grande industrie et à l'agriculture. Nous ne voulons pas enlever son petit morceau de propriété au petit paysan et au petit artisan, qui gagne son propre pain en travaillant sa terre ou en exploitant son atelier. Avec le temps, ils viendront tous à nous et ils apprendront à connaître les avantages du socialisme sur la propriété privée.

En second lieu : pour que chacun puisse goûter du bien-être, tous doivent travailler.

Seul celui qui accomplit quelque part un travail utile à la société, qu'il soit manuel ou intellectuel, peut réclamer de la société les moyens de satisfaire ses besoins. Il faut en finir avec la vie oisive comme la mènent aujourd'hui la plupart des riches exploiters. Il va de soi que la société socialiste exige l'obligation du travail pour tous ceux qui sont en état de travailler, à l'exception, bien entendu, des enfants, des vieillards et des malades. La société doit prendre à sa charge ceux qui ne sont pas en état de travailler, non pas comme aujourd'hui en leur donnant de misérables aumônes, mais en entourant les enfants de soins précieux, en leur inculquant une éducation sociale, en soignant, convenablement les vieillards, en soignant gratuitement les malades, etc., etc...

Tertio : pour les mêmes raisons, c'est-à-dire pour le bien-être de la communauté, on doit employer intelligemment les moyens de production et les forces de travail. Le gaspillage, tel qu'il se présente maintenant, à tout moment, doit cesser.

Ainsi, toutes les industries de guerre et de munitions doivent être supprimées, parce que la société socialiste peut se passer d'engins meurtriers, et les matières et les forces de travail précieuses doivent être employées à des fins plus utiles. Les industries de luxe qui fournissent aujourd'hui toutes sortes de fantaisies aux fainéants doivent également disparaître ; il doit en être de même des services de milice et de police.

Les forces de travail retenues à tout cela trouveront une besogne plus utile et plus digne.

De cette manière, quand on aura obtenu un peuple

de travailleurs, quand tous travailleront pour tous, pour l'utilité et le bien-être généraux, il faudra que le travail lui-même soit accompli tout autrement.

En ce moment le travail à la fabrique et aux champs, ainsi qu'au bureau, est généralement un mal et un fardeau pour le prolétaire.

On va au travail parce que l'on y est obligé, parce que sans cela on ne peut subvenir à ses besoins. Dans la société socialiste, où tous travaillent au bien-être commun, il faut évidemment, pendant le travail, donner tous les soins à l'hygiène et à l'agrément. Un temps de travail court, qui n'aille pas au delà des capacités normales, des ateliers hygiéniques et toutes les mesures pour récréation et la variation de la besogne doivent être introduits, pour que chacun puisse accomplir, avec amour et goût, sa part de travail. Pour toutes ces réformes, il faut cependant aussi d'autres éléments. Actuellement le capitaliste ou ses intermédiaires, chef d'atelier ou surveillant, se trouvent derrière le travailleur. C'est la faim qui conduit le prolétaire à la fabrique ou au bureau. L'entrepreneur veille alors à ce qu'il ne gaspille pas son temps, à ce qu'il n'abîme pas le matériel, à ce que son travail soit convenable et bon. L'entrepreneur et son fouet disparaissent dans la société socialiste.

Ici les travailleurs deviennent des êtres humains libres et égaux qui travaillent pour leur propre confort et utilité. Cela signifie également : travailler avec zèle spontanément, ne pas manier la richesse collective avec légèreté, produire un travail bon et précis. Chaque entreprise socialiste demande naturellement des conducteurs techniques, qui connaissent à fond la branche, qui ordonnent le nécessaire pour que tout s'adapte, pour qu'il y ait la meilleure répartition du travail et que la plus grande production soit atteinte. Cela veut suivre ces directions de manière volontaire et complète, maintenir l'ordre et la discipline, ne pas provoquer de frictions ou de désordres.

En un mot : le travailleur de la société socialiste doit montrer qu'il sait travailler avec zèle et ordre et fournir la meilleure besogne sans qu'il ait derrière lui le capitaliste et son surveillant. Il faut pour cela de la discipline intérieure, de la maturité intellectuelle, une ferme tenue morale : il faut un sentiment de dignité et de responsabilité, tout une résurrection intérieure du prolétaire.

On ne peut pas réaliser le socialisme avec des négligents, des égoïstes, des écervelés et des indifférents.

La société socialiste a besoin d'hommes et de

femmes qui soient tous pleins d'enthousiasme pour le bien-être commun, qui soient remplis d'esprit de sacrifice et de solidarité, d'hommes et de femmes qui acceptent également avec courage le travail le plus lourd. Nous ne devons cependant pas attendre des dizaines et des centaines d'années, jusqu'à ce que de nouvelles générations soient élevées. C'est précisément dans la révolution que la masse prolétarienne acquiert l'idéalisme nécessaire et qu'elle arrive vite à la maturité intellectuelle. Le courage et la persévérance, la clarté intérieure sont également nécessaires pour que la révolution puisse être conduite à la victoire. Si nous parvenons à former d'ardents lutteurs dans la révolution actuelle, nous aurons également les travailleurs socialistes futurs qui jetteront les bases d'un ordre nouveau.

Les jeunes travailleurs sont appelés à ces grandes tâches. En tant que génération future, ils formeront, sans nul doute, le fondement réel de la société socialiste. C'est à elle-même de montrer qu'elle peut accomplir cette grande tâche, qu'elle porte en elle : l'avenir de l'humanité. Tout un vieux monde pourri doit être anéanti et un tout nouveau monde doit être construit. Mais nous y arriverons, jeunes amis, pas vrai? Nous y arriverons ! Comme le dit la chanson :

*Il ne nous manque rien, ma femme, mon enfant,  
Que tout ce qui croît grâce à nous ,  
Pour être aussi libre que les oiseaux : seulement du  
temps !<sup>1</sup>*

Rosa Luxemburg (4 Décembre 1918)

1. Citation du poème de Richard Dehmel, *Der Arbeitsmann* (« L'ouvrier »).

## NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces

assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.